



Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Chantal MARION

Culture - Avenant n°2 à la convention pour l'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

L'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) pour la gestion des activités artistiques et culturelles sur le Domaine d'Ô a été créé par délibération du Conseil Départemental de l'Hérault en date du 2 mars 2009.

Le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de la loi NOTRe, et par convention en date du 23 décembre 2016, ont défini le transfert au 1^{er} janvier 2018 de la compétence Culture comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie Nord du Domaine d'Ô.

A ce titre, l'EPIC du Domaine d'Ô relève depuis cette date de la gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole.

En application de la convention de transfert susvisée et du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de tous les pouvoirs de gestion sur les biens qui lui ont été mis à disposition. Afin de garantir la continuité d'occupation et d'activité de l'EPIC du Domaine d'Ô, ont été adoptées par délibération du Conseil de Métropole en date du 27 novembre 2017 la convention d'occupation du Domaine public ainsi que la convention d'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô, qui fixent notamment la composition des instances de contrôles, les missions de service public confiées à l'EPIC, les conditions de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers, les modalités d'approbation des programmes d'actions et de communication établis par l'EPIC, les calendriers de remise des rapports d'activité et financiers mais aussi les recettes et les contributions annuelles versées par Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux termes de la convention d'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô, et afin que l'EPIC puisse percevoir une partie de la contribution financière afin d'assurer son fonctionnement, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à lui verser la somme 1 541 294,50 € au cours du premier semestre 2019.

Cette même convention prévoit que le montant total annuel de la contribution financière apportée par Montpellier Méditerranée Métropole à l'EPIC soit précisé par avenant. Ceci est l'objet de la présente délibération, qui fixe pour l'année 2019 le montant de cette contribution à la somme de 3 068 589 €, conformément au montant des crédits inscrits au budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole à ce titre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention pour l'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô ;
- fixer le montant de la contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole à l'EPIC du Domaine d'Ô pour l'année 2019 à la somme de 3 068 589 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer le présent avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Lorraine ACQUIER, M. Jean-Marc ALAUZET, M. Thierry BREYSSE, Mme Perla DANAN, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78545-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2 Convention exploitation Domaine d'O.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.